

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE FORESTIÈRE, DE LA PÊCHE ET DE L'ENVIRONNEMENT, CHARGÉ DE LA PROTECTION ET DE LA GESTION DURABLE DES ÉCOSYSTÈMES

FORET-BOIS

LETTRE D'INFORMATION ET D'ÉCHANGES TRIMESTRIELLE DE L'AGENCE D'ÉCARTONNEMENT DES ACTIVITÉS DE LA FILIÈRE FORET-BOIS (AEAFFB) N°01 / DÉCEMBRE 2016



***L'APVIFLEGT : Une opportunité pour le Gabon
d'améliorer la gestion de ses ressources forestières***

***THE APV | FLEGT: An opportunity for Gabon to
improve the management of its forest resources***





Sommaire

Mot du Ministre / <i>Word of the Minister</i>4	Wood industry moving forward.....13
Editorial / <i>Editorial</i>5	Outils de mise en œuvre/ <i>Implementation Tools</i>16
A LA UNE / HEADLINES	FOCUS / FOCUS
Le Chemin parcouru/ <i>The work achieved</i>6	Evolution du Processus FLEGT au Gabon/APV <i>FLEGT GABON Evolution of process</i>
Aménagement des forêts de production : où en sommes-nous ? <i>Fitting out of the forests of production:</i> <i>where are we presety?</i>10	<i>FLEGT in Gabon</i>19
Implication des populations à la gestion des ressources forestière/ <i>Implication of the populations to the forest</i> <i>stock management</i>11	A VOUS LA PAROLE / YOUR TURN TO SPEAK
L'industrie du bois en marche/	Règlement Bois de l'Union Européenne <i>European Union Wood</i> <i>Regulation (RBUE)</i>24
	Agenda Prévisionnel/ <i>Estimated Diary</i>26



«Notre forêt est un bien précieux pour tous les Gabonais, et au-delà de nous, pour toute l'humanité. Nous devons faire en sorte que cette richesse soit encore là demain pour nos enfants, nos petits-enfants et de nombreuses générations de Gabonais à venir». ■

Président de la République, Chef de l'Etat, Ali BONGO ONDIMBA.

“Our forest is a precious good for all Gabonese people, and beyond us, for the entire humanity. We have to make so that this wealth is still there tomorrow for our children, our grandchildren and numerous generations of Gabonese to come.”

President of the Republic, Head of State, Ali Bongo ONDIMBA.

Mot du Ministre

L'adhésion de la République Gabonaise au processus APV/FLEGT remonte à septembre 2010. La volonté du Gabon d'appliquer les réglementations forestières et de procéder aux échanges commerciaux n'est pas le fait du hasard. D'une part, elle participe de la prise en compte de nos spécificités nationales; d'autre part, elle résulte d'une politique axée sur l'utilisation rationnelle des ressources naturelles renouvelables en mettant l'accent sur les bonnes pratiques de gestion forestière durable en particulier l'aménagement des forêts de production et la promotion de la certification.

La reprise de ce processus en 2014 a permis de poursuivre le travail entrepris depuis plusieurs décennies par notre pays en matière de gestion durable de ses ressources naturelles renouvelables ainsi qu'en matière de conservation de la biodiversité.

Le processus APV/FLEGT conduit à terme et mis en œuvre, s'inscrit dans la vision du **Président de la République, Chef de l'Etat, Son Excellence, Ali BONGO ONDIMBA** telle que décrite dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE). Cette vision traduit de manière concrète l'intérêt capital du Gabon de gérer durablement son écosystème forestier. A cet effet, le gouvernement de la République a initié de nombreuses réformes notamment dans la filière forêt-bois pour contribuer au développement socio-économique de notre pays ; Parmi ces réformes figurent en bonne place, le plan de lutte contre l'exploitation illégale de la forêt et la révision du Code forestier.

Toutefois, l'un des objectifs de ce processus est d'exclure du commerce dans l'Union Européenne (UE) les produits du bois abattu illégalement. La poursuite de cet objectif a permis d'initier de nombreuses actions menées par le Ministère en charge de l'Economie Forestière. Elle est aussi une réponse de notre pays à l'éradication du fléau du « blanchiment du bois » qui tend à ralentir nos efforts en



matière de gestion durable et du réchauffement climatique.

Aussi, le chemin qui nous reste à parcourir est certes long, mais pas insurmontable. Il nous suffit de travailler avec abnégation pour tenir cet engagement pris par le Gouvernement en 2010, celui de parvenir à la signature de l'Accord de Partenariat Volontaire avec l'UE et de passer à la phase de mise en œuvre en délivrant les licences d'autorisation FLEGT dans un délai raisonnable, gage de bonne gouvernance. J'ai toute confiance en votre adhésion à ces projets ambitieux dont les réalisations continueront à se concrétiser tout au long des années à venir.

Pour conclure, je voudrai, en mon nom personnel et en celui du Gouvernement de la République conduit par son **Excellence Emmanuel ISSOZE NGONDET**, vous présenter, pour l'année 2017, mes vœux de santé, de bonheur et de prospérité pour vous-mêmes, vos familles et à tous ce qui vous sont chers. ■

Estelle ONDO

Word of the Minister

The adhesion of the Gabonese Republic to the APV/FLEGT process goes up to September 2010. The Gabon's will to apply the forest regulations and to carry out the commercial exchanges is not the fact of the chance. On the one hand, it takes into account our national specificities. On the other hand, it results from a policy centered on the rational use of the renewable natural resources by focusing on the good practices of durable forest management; and particularly, the installation of the forests of production and the promotion of certification. The resumption of this process in 2014 has made it possible to continue the work undertaken for several decades by our country regarding the management of its durable and renewable natural resources as much as the conservation of the biodiversity. The APV/FLEGT process put in work and led to term falls under the vision of the President of the Republic, Head of the State, His Excellence, Ali BONGO ONDIMBA as described

in the Emergent Gabon Strategic Planning (PSGE). This vision translates in a concrete way the capital interest of Gabon to manage its forest ecosystem durably. For this purpose, the government of the Republic has initiated many reforms in particular in the sector forest-wood to contribute to the socio-economic development of our country; among which appears the fight-plan against the illegal running of the forest and the revision of the Forest Code. However, one of the main purposes of this process is to fight against the wood products cut down illegally. The continuation of this goal made it possible to initiate many actions conducted by the Ministry in charge of the Forestry economics. It is also a response of our country to the eradication of the plague of the "bleaching of the wood" which tends to slow down our efforts toward durable management and climate warming. Also, the walk which remains down this road is still long, but yet not

impossible to overcome. It is up to us with work and determination to hold this commitment made by the Government in 2010 that we'll get to the signature of the Voluntary Partnership Agreement with the European Union (EU) and to pass to the phase of implementation by delivering licenses of authorization FLEGT within a reasonable delay, symbol and guarantee of good governance. I have good faith in your adhesion with these ambitious projects whose achievements will continue to be concretized throughout the year to come. To conclude, I would like, on my personal name and on the Government of the Republic's name, led by Emmanuel ISSOZE NGONDET, to present for the year 2017, my wishes of health, happiness and prosperity for yourselves, your families and everyone who's got a special place in your hearts. ■

Estelle ONDO

Editorial



Forêt-Bois est une lettre d'information et d'échanges périodique présentée sous un double support électronique et papier. Initiée au sein de l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois, elle a pour vocation de diffuser auprès de l'ensemble des partenaires et du grand public, des informations sur les activités de la Filière en général et de façon particulière, celles

réalisées par l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt Bois (AEAFFB).

«Forêt-Bois» constitue ainsi un espace communicationnel nouveau pour le département ministériel en charge des forêts au Gabon.

Dans ce premier numéro, les lecteurs pourront avoir un panorama 2009-2016 des initiatives qui ont contribué à l'amélioration de la gestion des ressources forestières.

Une attention particulière a été portée sur l'Etat d'avancement du processus de négociation de l'Accord de Partenariat Volontaire FLEGT (APV/FLEGT) au Gabon car l'AEAFFB étant maître d'œuvre du Devis-programme APV-FLEGT du Programme d'Appui à la Gouvernance Sectoriel (PAGOS) qui vient en appui audit processus. Enfin, une interview de la représentante du collège des opérateurs économiques au Comité Technique de Concertation (CTC) finira d'éclairer les lecteurs sur

les enjeux du Règlement Bois de l'Union Européenne (RBUE).

Notre ambition est qu'à travers cette lettre d'information, nous puissions contribuer à faire connaître davantage les activités de la filière Forêt-Bois Gabonaise.

En effet, faut-il le rappeler, l'AEAFFB a été créée par Décret N°1400/PR/MEF du 06 décembre 2011. Elle est une structure placée sous la tutelle du Ministère en charge de l'Economie Forestière. Elle a pour mission principale de contribuer à la promotion des activités de la filière forêt-bois en assurant un appui technique et des conseils, notamment en matière d'inventaire forestier, d'aménagement forestier, d'agrèage, de certification forestière, de traçabilité et de veille économique, politique et stratégique.

Quelle légitime fierté, si nous parvenons ! ■

N'sitou Mabiala

Editorial

Forest-Wood is a periodic newsletter and exchanges presented under a double electronic medium and paper. Initiated within the Agency of Execution of the Activities of the Forest-Wood Sector, it has the role to diffuse near the partners and the general public information on the activities of the sector in general and in particular, those carried out by the Agency of Execution of the Activities of the Forest Wood Sector (AEAFFB).

Thus, "Forest-wood" constitutes a new communication platform for the government department in charge of the forests in Gabon.

In this first publication, the readers will be able to have a panorama from 2009 up to 2016 of the initiatives which contributed to the improvement of the forest stock management. A special attention was related to the progress report of the negotiation process of the Voluntary Partnership Agreement FLEGT (APV/FLEGT) in Gabon because the AEAFFB is mastering the project of the Estimate-Program APV-FLEGT from the Support Program to the Sectoral Governance (PAGOS), which

comes in support to the process. Lastly, an interview of a member representing the college of the economic operators at the Technical Dialogue Committee (CTC) will finish informing the readers on the challenges of the Wood Regulation from the European Union's point of view (RBUE).

Our ambition is that through this newsletter, we can contribute to make known better the activities of the Gabonese Forest-Wood Sector.

Indeed, should it be pointed out, the AEAFFB was created by Decree N°1400/PR/MEF of December 6th, 2011. It is a structure placed under the supervision of the Ministry in charge of the Forestry economics. It has, as main mission, to contribute to the promotion of the activities of the forest-wood sector by ensuring a technical support and advices; and regarding the forest inventory in particular, the forestry development, the agreements of forest certification, the tracking, and the strategic business intelligence and policies going with.

What such a legitimate pride, if we manage to do so ! ■

N'sitou Mabiala

A LA UNE

Le Chemin parcouru

Renforcement du cadre Institutionnel, législatif et réglementaire

La loi 016/01 ayant subi plusieurs modifications, de nombreux textes réglementaires ont été pris durant la période 2009-2016. Sans être exhaustifs, le tableau ci-dessous, décline les principaux textes qui ont permis de renforcer le dispositif réglementaire et institutionnel.

	référence	Date	Objet
Loi	4/2009 portant création, organisation et fonctionnement du Fonds Forestier National	09/02/2010	Le Fonds Forestier National mobilise les fonds pour assurer le financement des activités des Eaux et Forêts
Décrets	137/PR/MEFEPA portant mise en réserve de certaines espèces végétales à usage multiple de la forêt gabonaise	04/02/2009	Conserver la biodiversité et prévenir les conflits homme/animaux en interdisant l'abattage et la commercialisation de l'Andok, l'Afo, le Moabi, l'Ozigo et le Douka pendant une durée de 20 ans.
	162/PR/MEF portant fixation des modalités de constatations et de répression de certaines infractions en matière des Eaux et Forêts	19/01/2011	Normalisation de la procédure de constatation et de répression des infractions en matière des eaux et forêts.
	0273/PR/MEF portant fixation du statut des bois abandonnés	02/02/2011	Valorisation des bois abandonnés
	291/PR/MEF portant attributions et organisation du Ministère des Eaux et Forêts	18/02/2011	Ce décret a permis l'éclatement de la Direction Générale des Eaux et Forêts (DGEF) en quatre Directions Générales spécialisées chacune dans un domaine (Forêt, Industrie, Faune et Ecosystèmes Aquatiques) et avec des missions bien définies.
	1400/PR/MEF portant création et organisation de l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois	06/12/2011	L'agence met en œuvre la politique du gouvernement dans le secteur forêt-bois et accompagne les différents acteurs de ce secteur.
	0449/PR/MPERNFM fixant le Séchage du bois	05/09/2016	Accroître la compétitivité des produits transformés sur les marchés local et international.
	350/PR/MPERNFM fixant les conditions d'exploitation du Kévazingo et de l'Ozigo	07/06/2016	Les produits destinés à l'export subissent la deuxième transformation pour l'Ozigo et la troisième transformation pour le Kévazingo.
	0453/PR/MPERNFM portant création de la Bourse Nationale du Bois du Gabon (BNBG)	09/09/2016	BNBG va permettre de faciliter le commerce des grumes entre les opérateurs de filière forêt-bois

	référence	Date	Objet
Ordonnance	008/PR/2010 portant interdiction de l'exportation des grumes	25/02/2010	Transformation locale du bois
Arrêtés	004/MEF/MECIT fixant les zones de contrôles des activités forestières, des grumes et des produits transformés	30/01/2012	Organiser la chaîne de contrôle des produits forestiers.
	105/MFEPRN fixant le modèle de Cahier de Charges Contractuelles (CCC)	06/05/2014	Permettre la mise en œuvre de l'article 251 du Code Forestier.
	347/MPERNFM/CAB portant suspension à titre conservatoire de l'exploitation du Kévazingo en république gabonaise	24/11/2015	Conserver l'espèce Kévazingo
Décision	N°00291-15/MPERNFM/CAB portant suspension provisoire de toutes activités liées à la récupération de bois abandonnés sur le territoire national	05/11/2015	Canaliser les dérapages liés à la récupération des bois abandonnés
Protocole d'accord	La mise en œuvre d'actions concertées de lutte contre l'exploitation forestière illégale en république gabonaise	24/11/2015	Améliorer le dispositif de contrôle contre l'exploitation illégale par la mutualisation des moyens du Ministère en charge des forêts, de l'ANPN, de l'AGEOS et de Conservation justice
Guides	Guide Technique National pour l'Aménagement des Forêts fixant les principales directives d'élaboration et de mise en œuvre des plans d'aménagement forestiers	05/2013	Les forêts sont gérées de façon durable
	Guide d'application de l'arrêté 105	06/2016	Faciliter la mise en œuvre des cahiers de charges contractuelles par les différentes parties prenantes

La mise en œuvre de la politique forestière actuelle est basée sur la mise en application de la loi n°16/01 du 31 décembre 2001, portant Code forestier en République Gabonaise, ainsi que ses différents textes d'application.

Plus d'une décennie après sa promulgation, le cadre législatif forestier en vigueur fait face à de nouveaux enjeux, de nouvelles problématiques et des défis tels que l'exploitation illégale du bois, le braconnage, le commerce illégal des produits forestiers, la

transformation plus poussée des produits forestiers et leur traçabilité, le changement climatique, la gestion durable des forêts et l'implication des populations locales dans la gestion des écosystèmes forestiers, aquatiques continentaux et marins.

C'est dans ce contexte, qu'un avant-projet de loi portant code des Eaux et Forêts a été rédigé, validé et présenté le 02 Août 2016. Il a été ensuite transmis au Secrétariat Général du Gouvernement pour adoption. ■

HEADLINES

The work achieved

Renforcement du cadre Institutionnel, législatif et réglementaire

The law 016/01 having undergone several modifications, many statutory texts were adopted during the period 2009-2016. Without being exhaustive, the table below declines the principal texts which made possible the reinforcement of the lawful and institutional state.

	Reference	Date	Objet
Law	4/2009 Creation, organization and running of the Funds Forest	09/02/2010	The National Forester Funds mobilizes the funds to ensure the financing of the activities of Water and Forest Structure.
Decree	137/PR/MEFEPA Putting in reserve of certain multi-purpose plant species of the Gabonese forest	04/02/2009	Preserve the biodiversity and to prevent the human being/animal conflicts by prohibiting the cutting down and the marketing of the Andok, the Afo, the Moabi, the Ozigo and the Douka throughout 20 year.
	162/PR/MEF The decree lays down the methods of reporting and the kind of repression for certain offenses as regards as National Forestry Commission is concerned	19/01/2011	Standardization of the procedure of observation and repression of the offenses as regards National Forestry Commission.
	0273/PR/MEF The decree fixes the statute of abandoned wood	02/02/2011	Improve the image of abandoned wood
	291/PR/MEF Attributions and organization of the Ministry for National Forestry Commission	18/02/2011	This decree allowed the bursting of the Head Office of National Forestry Commission (DGEF) in four General Directions; each specialized in a specific field: (Forest, Industry, Fauna and Ecosystems Watery). Each direction has also well defined missions.
	1400/PR/MEF Creation and organization of the Agency of Execution of the Activities for the Forest-Wood Sector	06/12/2011	The agency implements the policy of the government in the sector forest-wood and accompanies the various actors of this sector.
	0449/PR/MPERNFM Wood seasoning	05/09/2016	To increase the competitiveness of the products processed on local and international markets.
	350/PR/MPERNFM Fix the running conditions of the Kévazingo and the Ozigo	07/06/2016	Products intended for export undergo a second transformation, case of the Ozigo and a third transformation for the Kévazingo.
	0453/PR/MPERNFM Creation of a National Agency of wood stock exchange	09/09/2016	BNBG will facilitate the trade of the blocks of wood between the operators within the forest-wood field

	Reference	Date	Objet
Ordonnance	008/PR/2010 Prohibition of blocks of wood exportation	25/02/2010	Local transformation of wood
Decree	004/MEF/MECIT The decree determines the control zones of the forest activities, the blocks of wood and the processed products	30/01/2012	Allow the implementation of the article 251 of the Forest Code.
	105/MFEPRN Fix the model of contractual specifications (CCC)	06/05/2014	Organize the control line of the forest products.
	347/MPERNFM/CAB Suspension on a purely conservatory basis of the exploitation of the Kévazingo in Gabonese Republic	24/11/2015	Preservation of the Kévazingo
Decision	N°00291-15/MPERNFM/CAB Provisory suspension of every activity linked to the salvage of abandoned wood in the national territory	05/11/2015	Channel excesses linked to abandoned wood authorizations of salvage
Draft-Agreement	The Implemen-tation of joint actions to fight against illegal forestry operation in Gabonese Republic	24/11/2015	improve of the inspecting mechanism against illegal exploitation by turning into mutual insurance the means of the Ministry in charge of the forests, the ANPN, the AGEOS and the conservation justice.
Guide	National Technical Guide for Forest Fitting out Fix the main elaboration directives of the forest fitting out implimentation	05/2013	Forests are managed durably
	Guide of Application of decree 105	06/2016	To facilitate the implemen-tation of the contractual specifications by the various recipients

The implementation of the current forestry policy is based on the application of Law No. 16/01 of 31 December 2001 on the Forest Code in the Gabonese Republic and its various implementing texts.

More than a decade after its enactment, the current forestry legislative framework is coping with new challenges and stakes such as illegal wood running, poaching, illegal trade of forest products, further processing of forest products

and their traking, Climate change, sustainable forest management and the involvement of the natives in the management of the forests, inland and marine aquatic ecosystems.

It was in this context that a preliminary draft law on the Water and Forests Code was drafted, validated and presented on 02 August 2016. It was then transmitted to the General Secretariat of the Government for adoption. ■

Aménagement des forêts de production : où en sommes-nous ?



Environ 15 500 228 ha sont actuellement engagés dans le processus d'aménagement, soit 97% de la superficie concédée
 Approximately 15 500 228 ha are currently engaged in the fitting process, that is to say 97% of the conceded surface

Le Gabon affirme sa vocation à long terme par l'aménagement forestier de ce précieux patrimoine.

Ainsi donc, le Code forestier a été repensé en raison de : l'adhésion du gouvernement à diverses résolutions et conventions internationales visant à gérer durablement tous les types de forêts ; la nécessité d'accroître de façon significative la contribution du secteur forêt/environnement dans les recettes que l'Etat tire de l'exploitation des ressources naturelles tout en préservant le bon fonctionnement des écosystèmes forestiers nationaux ; d'améliorer la fiscalité ; enfin, la volonté d'impliquer le mieux possible les populations rurales dans la gestion

forestière. Pour mémoire, les deux axes majeurs portés par le Code Forestier en matière de politique forestière sont d'une part, l'aménagement durable des forêts et d'autre part, une industrialisation plus poussée de la filière bois. La loi précise que toute forêt concédée doit faire l'objet d'un plan d'aménagement.

Selon la Direction Générale des Forêts (DGF), sur les 16 000 000 hectares (ha) de forêts attribués pour l'exploitation forestière, 15 500 228

ha sont actuellement engagés dans le processus d'aménagement, soit 97% de la superficie concédée. La volonté du Gouvernement étant de porter ce taux à 100% afin d'être en phase avec l'action 83 du Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

De façon schématique, nous pouvons présenter la situation de l'aménagement comme suit :

- 58 Unités Forestières Aménagement (UFA) disposent de plans d'aménagement validés couvrant 10 442 027 ha ;
- 34 Conventions Provisoires Aménagement Exploitation Transformation (CPAET) dont 5 sont suivies dans le cadre de la zone Economique à Régime Privilégié de Nkok (ZERP).

Notons que dans les 10 442 027 ha de forêts aménagées, le Gabon totalise à ce jour, une superficie officielle égale à 2 619 880 ha de forêts certifiées. ■

Fitting out of the forests of production: where are we presently?

Gabon affirms its long-term vocation by the forestry fitting out of this invaluable heritage.

Thus, the Forest Code was reconsidered because of: the adhesion of the government with various resolutions and international conventions aiming at durably managing all types of forests; the need for increasing to a significant degree the contribution of the forest/environment sector in the incomes that the State gets from the exploitation of natural resources while preserving the good functioning of the national forest ecosystems; to improve the tax system; and finally the will to imply the best possible

rural populations in forest management.

For memory, the two major axes carried by the Forest Code as regards forestry policy are, on the one hand, the durable planning of the forests and, on the other hand, more pushed industrialization of the wood sector. The law specifies that any conceded forest must be subjected to a fitting out plan.

According to the Head office of Forests (DGF), on the 16 000 000 of hectares (ha) of forests allotted for forest running, 15 500 228 ha are currently engaged in the fitting process, that is to say 97% of the conceded surface. The Government's will being to carry this rate to 100% in order to be in phase with the action 83 of Emergent Gabon Strategic planning (PSGE).

In a schematic way, we can present the fitting out situation as follows:

- 58 Forest fitting out Units (UFA) have plans of validated fitting covering 10,442 027 ha. Moreover;
- 34 temporary convention Fitting-Exploitation-Transformation (CPAET) of which 5 are followed

within the framework of the Economic Zone to Privileged Mode of Nkok (ZERP).

Out of the 10 442 027 ha of the arranged forests, Gabon totalizes nowadays an official surface equals to 2 619 880 ha of certified forests. ■

Implication des populations à la gestion des ressources forestières

Gestion des Forêts Communautaires



Production du miel dans les forêts communautaires
 Production of honey in the Community forests

Les Forêts Communautaires s'inscrivent dans les grandes mesures qui participent à la réduction de la pauvreté en milieu rural. Il s'agit là d'une réponse efficace du Gouvernement dans le volet social du PSGE.

Il convient de rappeler que la Forêt Communautaire est une partie du domaine forestier rurale affectée à une communauté locale (villageoise) en vue de mener les activités ou d'entreprendre des processus dynamiques pour une gestion durable des ressources naturelles à partir d'un plan de gestion simplifié (art 156 code forestier). La communauté doit se regrouper en association légalement constituée.

Une forêt communautaire n'est pas exclusivement dédiée à l'exploitation forestière. Elle fait l'objet

de plusieurs activités génératrices de revenus.

Aussi, les Forêts communautaires sont-elles créées à la charge de l'administration des Eaux et Forêts ou par les communautés elles-mêmes assistées d'une structure habilitée et agréée par l'administration des Eaux et Forêts.

A ce jour, 38 communautés villageoises sont signataires de convention de gestion, dont 16 en conventions définitives couvrant une superficie de 72 581 hectares et 22 en conventions provisoires pour une superficie de 60 555 hectares. La réussite de cet engagement du gouvernement gabonais à impliquer les communautés villageoises dans la gestion des ressources

naturelles nécessite une implication totale des parties prenantes (parlementaire, administration délocalisées, population, fonctionnaire en activité ou retraité). L'intérêt étant l'appropriation du concept de Forêt Communautaire par les populations, gage de la gestion durable desdites forêts.

A ce jour, des initiatives pilotes ont été menées dans certaines localités afin de démontrer l'aspect pluridisciplinaire des forêts communautaires. Sans être exhaustif, nous pouvons citer :

- La production de miel dans la forêt communautaire d'Ebyeng Edzuameniene dans la province de l'Ogooué Ivindo (projet en cours de vulgarisation dans d'autres forêts communautaires).
- L'élevage de porcs et de poissons, la transformation artisanale de bois dans la forêt communautaire de Nkang à Oyem dans la province du Woleu-Ntem. ■

Implication of the populations to the forest stock management

Management of the Community Forests

The Community Forests fall under great measurements which take part in the reduction of poverty in rural environment. It is an effective answer of the Government in the social aspect of the PSGE. It is advisable to remind that the Community Forest is part of the rural forest field assigned to a local community (village) in order to undertake the activities or to undertake dynamic processes for a durable management of the natural resources starting from a plan of management simplified (art 156 forest codes). The community must gather in association legally made up.

A Community forest is not exclusively dedicated to forestry operation. It is the object of several incomes generating activities.

Also, the Community Forests are created with the load of the Forestry Commission or by the communities themselves associated with a competent structure and authorized by the Forestry Commission.

To date, 38 village communities are signatories of convention from management, including 16 in final conventions covering a surface of 72 581 hectares and 22 in provisional conventions for a surface of 60 555 hectares. The success of this commitment of the Gabonese government to imply the village communities in the natural stock management requires a total implication of the recipients (members of Parliament, delocalized administrations, populations, civil servants in activity or reprocessed). The interest being the appropriation of the concept of Forest Community by the populations, proof of durable management of the aforesaid forests. At present, pilot initiatives were carried out in certain localities in order to show the multi-field aspect of the Community forests. Without being exhaustive, we can quote:

- The production of honey in the Community forest of Ebyeng Edzuameniene in the province of Ogooué Ivindo (project in the course of popularization in other Community forests).
- The breeding of pigs and fishes, the artisanal wood transformation in the Community forest of Nkang in Oyem in the province of Woleu-Ntem. ■

Mise en œuvre de l'article 251 du Code forestier

Toujours dans le cadre de la promotion de l'aspect social de la politique de gestion durable des forêts, le Code forestier gabonais, en son article 251, a prévu la mise en place d'une contribution notamment financière, alimentée par les titulaires des concessions forestières, afin de soutenir les actions de développement d'intérêt collectif initiées par les communautés rurales riveraines.

A cet effet, un Cahier de Charge Contractuelle est signé entre la communauté érigée en association et le concessionnaire forestier. La contribution financière est fixée à 800fcfa/m³ abattu. Un comité

de gestion (administrations locales concernées, communautés locales et opérateur économique) est mis en place pour l'examen, le contrôle et le suivi évaluation des projets.

Partant de ce fait, plusieurs entreprises forestières ont signés, sous la supervision de l'administration forestière, les Cahiers de Charges Contractuelles avec les populations riveraines à leurs concessions forestières. Ainsi, depuis le mois de Mai 2016, le guide d'application de l'arrêté 105 du 06 mai 2014 relatif au modèle du Cahier de Charges Contractuelles est disponible. Un document de référence qui montre comment sont négociés les cahiers de charge entre les concessionnaires forestiers et les populations.

Implementation of article 251 of the Forest Code

Always within the framework of the promotion of the social aspect of the durable policy of management of the forests, the Gabonese forest code, in its article 251, considers the making up of a financial contribution in particular, supplied with the holders of the forest concessions, in order to support the development actions of collective interest initiated by the bordering rural communities.

For this purpose, contractual specifications are signed between the community set up in association and the

forest dealer. The financial contribution is fixed at 800fcfa/m³ cut down. A board of management (local governments concerned, local communities and economic operators) is set up for the examination, control and the follow-up evaluation of the projects.

Based on this fact, several forestry companies signed, under the supervision of the forest administration, the contractual specifications with the bordering populations with their forest concessions. Thus, since the month of May 2016, the guide of application of decree 105 of May 6th, 2014 relating to the model of the contractual specifications is available. A reference document shows how the specifications between the forest dealers and the populations are negotiated. ■

L'industrie du bois en marche



Accroître la contribution du secteur forestier.....
To increase the contribution of the forest sector.....

La diversité du patrimoine forestier gabonais, le classe 2^{ème} poumon du bassin du Congo. Cette forêt constitue un levier important de développement économique et social pour la concrétisation de la vision gouvernementale ; Gabon vert et Gabon industriel présenté dans le Plan Stratégique Gabon Emergent (PSGE).

Dans cette dynamique, l'industrialisation de la filière forêt bois est l'un des axes majeurs de la politique du gouvernement dans ce domaine, l'objectif étant d'accroître la contribution du secteur forestier au développement économique du pays, par la mise en place d'une politique de transformation plus poussée du bois et celle de la diversification d'industries performantes et concurrentielles.

En effet, jusqu'au 31 décembre 2009, l'objectif poursuivi par les industriels de la filière forêt bois était dicté par l'article 227 de la Loi n°16/01 du 31 décembre 2001 qui fixait le taux de transformation de la production locale de grumes à 75% à l'horizon 2012. Cette disposition a été renforcée par la mesure gouvernementale d'interdiction de la vente à l'export des bois en grumes au Gabon, notamment l'ordonnance présidentielle n° 008/PR/2010 du 25 février 2010 qui exige la transformation de 100% des grumes sur l'ensemble du territoire. Cela a fortement impacté le tissu industriel de la filière

forêt-bois.

Depuis lors, plusieurs usines de transformation du bois se sont installées sur l'ensemble du territoire.

Le nombre d'unités de transformation de bois (UTB) est d'environ 82 en 2009 contre 135 en 2015 soit une augmentation d'environ 60%. En 2016, elle connaît une diminution d'environ 15 unités soit 10%. Selon les techniciens de la Direction Générale des Industries, du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers (DGICBVPF) « cette diminution est imputable pour l'essentiel à la difficulté d'approvisionnement en bois pour les opérateurs installés horizontalement (ne disposant pas de concessions forestières), mais aussi de la problématique récurrente de la frilosité des banques à assurer les financements nécessaires à l'acquisition des équipements industriels performants ».

A ce jour, les UTB au Gabon sont répartis comme suit :

- 1^{ère} transformation (sciage, déroulage, tranchage et séchage) : 101 unités
- 2^{ème} et 3^{ème} transformations (panneaux, moulures, profilés rabotés, parquets et produits finis, composites de la menuiserie et d'ébénisterie) : 19 unités.

De plus, le nombre d'unités de la 1^{ère}



...Par la mise en place d'une politique de transformation plus poussée du bois
By the set of a transformation policy more pushed of wood

transformation de bois, estimé en 2015 à 119 unités, est en baisse de 15%, alors que celui de la 2^{ème} et 3^{ème} transformations dotées d'équipements spécialisés (séchoirs, chaudière écologiques), évalué à 16 unités en 2015, est en progression de 16%, toute chose qui dénote d'une évolution de la politique de la transformation plus poussée du bois en République Gabonaise.

Le volume de bois transformé est passé de 691 000 m³ en 2009 à 850 000 m³ en 2014, soit une augmentation de 15% ; ceci grâce entre autres à l'implication des opérateurs économiques qui ont modernisé leurs outils de production, plus performants; d'où les rendements matières significatifs réalisés (un peu plus de 50% de rendement matière moyen contre 35 à 45% en 2009). Cependant, en 2015, le volume de bois transformé a régressé d'environ 800 000 m³ pour avoisiner au 1^{er} semestre 2016, les 350 000 m³. Cette tendance baissière de la production nationale de bois transformés observées en 2015 et au 1^{er} semestre 2016 s'explique par la morosité de la crise financière mondiale, mais aussi par la décision au cours de l'année 2015 de l'administration des Eaux et Forêts, de la suspension à titre conservatoire de l'exportation des produits transformés de Kévazingo dont le volume des stocks des grumes et de bois transformé, plafonne les 70 000 m³.

Le segment de transformation de bois compte en fin 2015, environ 8000 emplois contre 4095 en 2010 soit un accroissement d'environ 49%. En 2016, ces emplois n'ont pas connu une évolution significative. La raison principale est liée à l'équilibre créé entre la fermeture de certaines sociétés et la création de nouvelles entités.

Ces avancées significatives enregistrées sont la résultante de nombreuses initiatives des autorités dans ce domaine notamment, les mesures d'accompagnement en faveur des

opérateurs de la filière forêt-bois qui se sont traduites par la mise en place des mesures fiscal-douanières attrayantes, la création de Zones Economiques Spéciales (exemple de Nkok d'une superficie de plus de 1000 ha, dévolue à 40% au bois, avec plus de 40 entreprises) et la mise en place de plusieurs points francs, dont les principaux avantages sont la réduction de la taxe à l'export au taux de 0% pour une période minimale de 10 ans consécutifs. Enfin, la mise en œuvre en 2012 du Bureau industrie bois (BIB) par l'État gabonais et l'Agence française de développement (AFD). Ce Bureau a eu pour mission d'accompagner les opérateurs forestiers en leur apportant un appui technique dans l'optimisation des performances industrielles et en contribuant à la formation.

Par ailleurs, dans la perspective de la diversification de son économie et d'une plus grande contribution de la filière forêt-bois au PIB, le Gabon vient de mettre en place l'Agence Nationale de la Bourse du Bois.

En plus de promouvoir la vente des stocks de bois invendus par les opérateurs de la filière forêt-bois, elle permettra également la promotion des essences peu ou mal connues estimées à 340 essences forestières sur les 400 connues et exploitables. A travers ce Projet, « les essences commercialisables en République Gabonaise pourraient passer de 60 à 100, soit une progression de 25%. Sur la base de cette évolution prévisionnelle et de l'évolution de la transformation du bois informelle évaluée à 10% du commerce local, le chiffre d'affaires devrait connaître une progression de 20%, soit 60 milliards de FCFA. D'où la nécessité d'opérationnaliser cette agence » a indiqué un technicien de la Direction Générale des Industries, du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers

Ensuite, dans la même perspective, le Gabon s'est engagé à promouvoir le séchage du bois l'un des avantages consacrés à cette importante mesure est d'accroître la compétitivité des produits transformés sur les marchés local et international.

Enfin, la photographie de l'activité de ce secteur permet aujourd'hui de se rendre compte que six ans après la mise en œuvre de cette courageuse décision, l'industrie du bois est en marche. Il n'en demeure pas moins que le Gabon a encore de grands efforts à fournir pour avancer vers le développement des industries et la transformation plus poussée des bois ; c'est aussi l'un des défis majeurs que les pays du Bassin du Congo en général doivent relever. ■

Wood industry moving forward

The diversity of the Gabonese forest heritage, classifies it second lung of the basin of Congo. This forest constitutes an important economic and social development lever for the concretization of the governmental vision; Green Gabon and industrial Gabon presented in Emergent Gabon Strategic planning (PSGE).

In this dynamics, the industrialization of the forest-wood sector is one of the major axes of the government policy in this field, the purpose being to increase the contribution of the forest sector to the economic development of the country by the creation of a policy of transformation more pushed of the wood and the diversification of powerful and competitive industries.

Indeed, until December 31st, 2009, the goal pursued by the industrialists of the sector forest-wood was dictated by the article 227 of the Law n°16/01 of December 31st, 2001 which fixed the rate of transformation of the local production of blocks of wood at 75% by 2012. This provision was reinforced by the governmental measure of prohibition of the sale to the export of rough wood in Gabon, in particular the presidential decree n° 008/PR/2010 of February 25th, 2010 which requires the transformation of 100% of the rough wood on the whole of the territory. That strongly impacted the industrial fabric of the forest-wood sector.

Since then, several factories of transformation of wood have opened throughout the territory.

The number of transformation units of wood (UTB) was approximately 82 in 2009 against 135 in 2015, which is an increase of approximately 60%. In 2016, the number of unit knows a reduction of approximately 120 units equal to 10%. According to the technicians of the Head office of Industries, Trade of Wood and Forest Product Development "this reduction is essentially due to the difficulty of wood supply for the operators not having forest concessions, but also of the recurring problems of the reluctance of the banks to ensure the necessary financings for powerful industrial equipment acquisition".

To date, the UTB in Gabon are distributed as follows:

- First transformation (sawing, unwinding, cutting and drying): 101

units

- Second and third transformations (panels, moldings, shaping, planning, parquet floor, tertiary products, composites of joinery and cabinet work): 19 units
 Moreover, the number of units of the 1st wood transformation, estimated in 2015 at 119 units, is in fall of 15%, whereas that of the 2nd and 3rd transformations equipped with specialized equipment (boilers, ecological driers), evaluated at 16 units in 2015, is in progression of 16%, anything which indicates an evolution of the policy of more pushed transformation of wood into Gabonese Republic.

The volume of transformed wood went from 691,000 m³ in 2009 to 850,000 m³ in 2014, that is to say an increase of more than 15%; this thanks to, among other things, the implication of the economic operators who modernized their production equipments, henceforward more powerful; from where the significant outputs matters carried out (an average of a little more than 50% output matter against 35 to 45% in 2009).

However, in 2015, the volume of transformed wood regressed of approximately 800,000 m³ to border in the first half of 2016, 350 000 m³. The downward trend of the national production of transformed wood observed in 2015 and in the first half of 2016 is caused by the moroseness of the world financial crisis, but also by the decision of the Forestry Commission of suspending on purely conservation basis the export of the processed products of Kévazingo whose volume of stocks in rough wood and transformed wood reaches a maximum of 70 000m³.

The segment of wood transformation counts at the end of 2015, approximately 8000 jobs against 4095 in 2010, an increase of approximately 49%. In 2016, this employment did not know a significant evolution. The primary reason is related to balance created between the closing of certain companies and the creation of new entities.

These significant recorded advances are the consequences of many initiatives taken by the authorities in this field. We quote, for this purpose, the accompanying measures in favor of the forest-wood operators who resulted in the set-up of attractive tax and customs measurements, the creation of special economic zones (example of Nkok with more than

1000 ha, 40% reserved for wood, with more than 40 companies) and the creation of several frank points, whose main advantages are the reduction of the tax to export at the rate of 0% for a minimal period of 10 consecutive years. Lastly, there is in 2012 an implementation of the Wood Industry Office (BIB) by the Gabonese State and the French Agency of development (AFD). This Office had the role of accompanying the forest operators by bringing a technical support in the optimization of their industrial performances while contributing to the formation.

In addition, in the prospect for the diversification of its economy and for a greater contribution of the forest-wood sector to the GDP, Gabon has just set up the National Agency of the Stock Exchange of Wood.

Besides promoting the sale of unsold wood stocks by the operators of the forest-wood sector, it will also allow the promotion of the little or badly known essences estimated at 340 forest essences out of 400 known and exploitable ones. Through this Project, "the marketable essences in Gabonese Republic could pass from 60 to 100, that is to say a progression of 25%. On the basis of this estimated evolution and the evolution of informal transformation of wood estimated at 10% of the local trade, the turnover should know a progression of 20%, that is to say 60 billion FCFA. From where the need for making operational this agency" indicated a technician of the Head Office of Industries, Trade of Wood and Forest Product Development. Then, from the same point of view, Gabon committed itself to promoting the wood seasoning; one of the advantages devoted to this important measurement is to increase the competitiveness of the products processed on the domestic and international markets.

Lastly, a clear picture of this sector activity makes it possible today to realize that six years after the implementation of this courageous decision, the wood industry is moving forward. It is true to say that Gabon has still a lot of efforts required to advance towards the development of industries and more pushed transformation of wood; it is also one of the major challenges which the countries of the Basin of Congo in general must take up. ■

Outils de mise en œuvre

Projet d'Aménagement des Petits Permis Forestiers Gabonais (PAPFFG)



Les prestataires de services nationaux lors d'une formation en reconnaissance botanique
National service providers during a training in botanical recognition

Le Projet d'Aménagement de Petits Permis Forestiers Gabonais (PAPFFG) a été mis en œuvre de 2007 à 2014. Il avait pour finalité de relancer la dynamique d'aménagement forestier en rendant possible l'entrée des petits permis dans le processus et, par effet induit, entraîner les opérateurs économiques de la filière bois gabonaise associés à ces petits permis dans une dynamique de développement durable. Il a contribué à la mise sous aménagement durable de près de 2.5 millions d'hectares de superficies. Il a également renforcé les capacités opérationnelles des services centraux et déconcentrés du Ministère en charge des Forêts par le biais des formations des agents dans le suivi, l'évaluation et contrôle des plans d'aménagement et la dotation du matériel et équipement d'aménagement forestier.

Les prestataires de services nationaux, dont

le rôle ne cesse de grandir, n'ont pas été les oubliés du Projet. Cette catégorie d'acteurs a bénéficié également de l'assistance du Projet. Cet appui allait de la restructuration de leurs propres sociétés par la formation aux encadrements techniques sur le terrain.

Par ailleurs, dans sa phase de mise en œuvre, le Projet a démontré une capacité réelle à s'adapter aux changements profonds qui sont intervenus dans le secteur forêt-bois. C'est ainsi qu'une composante, dénommée Bureau Industrie du bois (B.I.B), est venu compléter les moyens d'action du Projet en 2012. Elle a durant ses deux ans d'exécution :

- Accompagner les opérateurs économiques dans le processus d'industrialisation de la filière bois;
- Renforcer les capacités des Ministères de tutelle et agences nationales du secteur en termes d'appui, de contrôle, de suivi et d'évaluation de l'industrialisation des entreprises forestières ;
- Soutenir la filière dans sa mutation par la production des outils et le développement des études sectorielles, c'est le cas de l'étude «Diagnostic et prospective du secteur forêt-bois du Gabon » qui avait pour objectif de fournir à l'administration une vision et un outil stratégique d'aide à la décision sur le développement industriel à l'échelle nationale. ■

Implementation Tools

Fitting out Project of small Gabonese forest licenses (PAPFFG)

The fitting project of small Gabonese forest licenses (PAPFFG) was implemented from 2007 to 2014. It had as a finality to start again the dynamics of forestry development while making possible the entry of small licenses in the process and, by induced effect, to lead the economic operators of the Gabonese wood sector associated with these small licenses to a dynamic of sustainable development. It has contributed to the setting under durable fitting of almost 2.5 million hectares of surfaces. It has also reinforced operational abilities of the central services and decentralized from the Ministry in charge of the Forests by the formation of the agents in the follow-up process, the evaluation and the fitting out control plans and the giving of

forestry development equipment.

The national service providers, whose role does not stop growing, were not forgotten in the project. This category of actors also profited from the project assistance. This support went from the reorganization of their own companies by the formation to the technical support on the ground.

In addition, in its phase of implementation, the project has showed a real capacity to adapt to the deep changes which came across in the forest-wood sector. Thus a component, called Wood Industry Office (B.I.B) came to supplement the means of action of the project in 2012. During these two years of execution It has:

- Accompanied the economic operators in the process of the wood sector industrialization
- Reinforced the capacities of the Ministries in charge and national agencies of the sector in terms of support, control, follow-up and evaluation of the industrialization of the forestry companies;

Supporting the sector in its change process by the production of the tools and the development of the studies by field, it is the case of the study "Diagnosis and Perspective of the Gabonese forest-wood" which aimed to provide to the administration a vision and a strategic tool of decision-making aid on industrial development at a national scale. ■

Projet Contrôle des Aménagement Forestier (CAF)

Le Projet CAF a pour finalité de préserver et pérenniser le patrimoine forestier naturel du Gabon par une valorisation durable de ses ressources forestières tout en s'assurant de l'effectivité de l'application des plans d'aménagement forestier, de la légalité de la gestion forestière et du contrôle de l'exploitation forestière.

Dans le cadre de ses activités en collaboration avec les services centraux et déconcentrés de l'administration forestière, il a procédé récemment à l'actualisation des documents techniques (Plan d'aménagement, plan de gestion et plan annuel d'opération) des opérateurs économiques impliqués dans le processus d'aménagement et d'exploitation forestière, en vue de garantir la légalité et de faciliter les opérations de contrôle de l'administration. ■



Forest Management Control Project (CAF)

The objective of the CAF Project is to preserve and perpetuate the natural forest heritage of Gabon through the sustainable development of its forest resources while ensuring the effectiveness of the implementation of forest management plans, the legality of management Forestry and forestry control.

In the framework of its activities in collaboration with the central and decentralized departments of the Forestry Administration, the technical documents (Management plan, management plan and annual operating plan) were updated for the economic operators involved in the Forest management and development, with a view to ensuring the legality and facilitating the control operations of the Administration. ■

Plan d'Action National de Lutte contre l'Exploitation Forestière Illégale (PANEFI)

L'exploitation illégale des forêts est un phénomène répandu dans le monde, et même s'il est difficile de chiffrer avec exactitude la prévalence de l'exploitation illégale des forêts, plusieurs travaux en ont fourni des estimations fiables.

En 2006, la Banque Mondiale rapportait que d'importants volumes de bois exporté du Gabon n'avaient pas de source légale.

Face à ces pratiques, le Ministère en charge des forêts a proposé au Gouvernement de la République, un Plan d'Action National de Lutte contre l'Exploitation Forestière Illégale (PANEFI) dont l'objectif global est de «renforcer l'application de la loi forestière, et produire des moyens de dissuasion vis-à-vis de l'exploitation forestière illégale ». Ce Plan d'Action a été adopté lors du Conseil des Ministres du 02 mai 2013.

Outre les trois (3) ateliers organisés en 2014 et 2015 dans le cadre du PANEFI, un complexe de trois bâtiments devant abriter les services de la brigade multidisciplinaire de contrôle a été construit et meublé à Okolassi, sur la route nationale 1. Cette brigade aura pour mission de contrôler la circulation des produits forestiers avec pour corollaire la lutte contre l'exploitation illégale. ■

National action plan of Fight against Illegal Forestry exploitation (PANEFI)

The illegal exploitation of the forests is a phenomenon spread in the world, and even if it is difficult to quantify with accuracy the prevalence of the illegal exploitation of the forests, several studies have provided reliable estimates of them.

In 2006, the World Bank reported that important volumes of wood exported from Gabon did not have a legal source.

Facing these practices, the Ministry in charge of forests has proposed to the government, a national

action plan of Fight against illegal forestry operations (PANEFI) which very objective is "to reinforce the application of the forest law, and to produce means of deterrent with respect to illegal forestry operation". This action plan was adopted in the minister's assembly on May 2nd, 2013.

In addition to the three (3) workshops organized in 2014 and 2015 within the framework of the PANEFI, a complex of three buildings having to shelter the multidisciplinary squad control services was built and furnished in Okolassi, on the national road 1. This squad will have the role of controlling the circulation of the forest products with for corollary the illegal exploitation. ■

Projet Appui à la Filière Forêt Bois

Ce Projet d'une durée de 5 ans dont le maître d'œuvre est l'Agence d'Exécution des Activités de la filière bois a pour finalité d'accompagner la mutation de la filière forêt-bois, afin d'assurer sa pérennité, sa contribution à la richesse du pays, un impact véritable en matière sociale, tout en garantissant et améliorant la gestion durable des ressources naturelles.

Plus spécifiquement le Projet va :

- Proposer un cadre d'intervention partenarial à l'AEAFFB afin que son mandat et sa gouvernance, exercés en partenariat avec le secteur privé, sous forme d'une interprofession, appelée

Cadre de Concertation lui permettant de piloter le changement selon une logique de partenariat public/privé;

- Doter la filière forêt-bois d'une structure permanente « La Maison Bois » pouvant héberger l'AEAFFB et servir de vitrine pour la promotion des essences tropicales ;
- Accompagner les entreprises forestières et/ou de transformation du bois, quel que soit leur taille ou leur secteur d'activités dans les domaines de la gestion forestière, de la Gestion Administrative et Financière, de l'industrialisation, du marketing et de la communication.

Le démarrage du Projet est prévu pour le 1er trimestre 2017. ■

Support project in the Forest Wood Sector

The 5 years duration project whose project superintendent is the Agency of Execution of the Activities of the wood sector, proposes to set up a framework of dialogue for the actors of the forest wood sector and to accompany them to facilitate the changes of the forest/wood sector.

The specific goals pursued by the project are:

-To create a framework of dialogue bringing together public and private actors of the forest-wood sector;

- To equip the forest/wood sector with a permanent structure ("The Wood House") called to become among other things the promotion center of the sector's products;

- To accompany the forestry companies and wood transforming companies in their adaptation to the economic context requirements and in the access to the financing of their investments.

The starting of this project is planned for the 1st quarter 2017. ■



FOCUS

Evolution du Processus FLEGT au Gabon



Contexte

Le Gabon est un pays dont la forêt couvre près de 88% de son territoire national, soit approximativement 15% des forêts denses du Bassin du Congo. Cette forêt riche en biodiversité, regorge beaucoup d'essences forestières produisant du bois d'œuvre de qualité faisant l'objet d'un commerce florissant. La stratégie du Gouvernement vise à disposer de 14 millions d'hectares de Domaine Forestier Permanent de l'Etat (DFPE) dont environ 10 millions de forêts de production. Elle vise également à augmenter et optimiser durablement la contribution du secteur forestier au développement social et économique du Gabon.

L'activité d'exploitation forestière, associée au négoce et à la transformation du bois, constitue une source potentielle des revenus pour le budget de l'Etat et contribue au bien-être des populations ainsi qu'à l'essor de l'économie nationale.

Bien que générant des revenus substantiels, l'exploitation du bois et le commerce associé demeurent au Gabon des activités à but lucratif. De ce fait, elles présentent des menaces qu'elles peuvent faire peser sur l'état et la qualité de la ressource exploitée lorsque ces activités ne sont pas exercées d'une façon durable.

L'exploitation forestière illicite représente l'une de ces menaces considérée à juste titre et à raison comme un crime des temps modernes. C'est un fléau dont l'impact négatif affecte même l'environnement économique par son caractère informel.

Ainsi, pour lutter contre ce fléau et garantir la pérennité de ses ressources naturelles et renouvelables, le Gabon a entrepris depuis plusieurs décennies, beaucoup d'initiatives



Photo de famille à la sortie de l'atelier de finalisation de la grille de légalité du bois
Family photo at the exit of the finalization workshop of the grid of legality of wood

qui concourent à la gestion rationnelle et responsable du patrimoine forestier. Pour ce faire, il a ratifié plusieurs conventions, traités et accords internationaux dans le but de mettre en place les principes de gestion et de bonne gouvernance afin de promouvoir la gestion durable des ressources considérées incluant la conservation de la biodiversité.

Des démarches volontaires des sociétés forestières vers l'éco-certification de leurs opérations ont connu un essor indéniable. Des entreprises se sont engagées dans les différents labels de certification tels que FSC, OLB. Grâce à ces initiatives, le Gabon, avec quelques 1.873.505 d'hectares de concessions forestières certifiées sous le label FSC, devient le pays d'Afrique Centrale avec la plus grande surface certifiée.

L'adhésion du Gabon au plan d'action de l'Union européenne portant sur l'application des réglementations forestières, gouvernance et échanges commerciaux, traduit cet engagement à parvenir à la signature de l'accord de partenariat volontaire (FLEGT). ■

FOCUS

APV/FLEGT GABON Evolution of process FLEGT in Gabon

Gabon is a country where the forest covers nearly 85% of its national territory that is to say roughly 15% of the dense forests of the Basin of Congo. This forest rich in biodiversity has plenty of forest essences producing good quality of wood which is the object of a flourishing trade. The strategy of the Government aims to have 14 million hectares of Permanent Forest Field of the State (DFPE) including approximately 10 million forests of production. It also aims to increase and optimize durably the contribution of the forest sector to the social and economic development of Gabon.

The forestry exploitation activity, associated with the trade and the transformation of wood, constitutes a potential source of incomes for the national budget and contributes to the wellness of the populations like to the rise of the national economy.

Although generating substantial incomes, the exploitation of wood and the affiliated retailing remain activities with lucrative goal in Gabon. So they present threats which they can make weigh on the state and the quality of the exploited resource when these activities are not carried on in a durable way.

Evolution du Processus de négociation de l'APV-FLEGT au Gabon

Depuis décembre 2005, le journal officiel de l'Union Européenne publiait le règlement CE n° 2173/2005 concernant la mise en place d'un régime d'autorisation FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade ou Application des Règlements forestières, Gouvernance et Echanges Commerciaux en abrégé FLEGT), relatif aux importations de bois dans la Communauté Européenne.

Un des objectifs de ce règlement est d'exclure du commerce dans l'Union Européenne (UE) les produits du bois abattu illégalement.

A cet effet, il propose que les pays producteurs de bois confrontés au problème de l'exploitation illégale des forêts signent, de leur propre initiative, des Accords de Partenariats Volontaires (APV) avec l'UE.

Ces accords se caractérisent essentiellement par l'introduction d'un régime de licence qui permettra de se rassurer que les grumes et produits du bois exportés par le pays (pays partenaire) sont issus d'une exploitation légale.

En septembre 2010, le Gabon s'est engagé dans ce processus. L'ouverture des négociations a

Illicit forestry exploitation represents one of these threats regarded rightly as a crime of modern times. It is a plague whose negative impact affects even economic environment by its abstract character.

Thus, to fight against this plague and to guarantee the durability of its natural resources and renewable, Gabon has undertaken for several decades, much of initiatives which contribute to rational and responsible management of the forest heritage. With this intention, it ratified several conventions, treaties and international agreements with an aim of setting up the principles of management and good governance in order to promote the durable management of the resources considered including the conservation of the biodiversity.

Voluntary approaches of the forest companies towards the ecologic-certification of their operations made undeniable great strides. Companies committed to, with the various labels, to certification such as FSC, OLB. Thanks to these initiatives, Gabon, with about 1,873,505 of hectares of forest concessions certified under label FSC, becomes the country of Central Africa with more certified large surface.

Accession of Gabon to the action plan of the European Union relating to the application of the forest regulations, governance and commercial exchanges, explained this commitment to arrive at the signature of the voluntary partnership agreement (FLEGT). ■

requis la mise en place d'un Comité Technique de Concertation (CTC) issu de trois collèges d'acteurs (Administrations, Opérateurs économiques et Société civile) et d'une feuille de route qui présentait les étapes nécessaires à la négociation. Ces négociations ont connu une certaine avancée avant d'être interrompues en 2012 pour des raisons techniques et financières.

Afin de faire face à cette situation l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois a sollicité et obtenu le soutien financier de la FAO et de l'Union Européenne.

C'est ainsi, que le 23 mai 2014, l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois (AEAFFB) signe un protocole d'accord avec l'Organisation des Nations Unis pour l'Alimentation (FAO), dans le cadre du « Programme UE FAO FLEGT », afin de relancer le processus FLEGT au Gabon.

Ce protocole d'accord d'une durée de huit (8) mois a financé, à travers un projet, les activités de reprise du processus FLEGT pour un montant de 50.170 USD.

Les principaux résultats attendus étaient :

- La reprise des activités du Comité Technique de Concertation (CTC) ;
- Le renouvellement du Comité Technique de Concertation (CTC) ;

- La réalisation d'un test à blanc sur la grille de légalité des bois ;
- La mise en place d'une page web sur l'APV-FLEGT.

Par ailleurs, dans le cadre du même programme UE/FAO/FLEGT, le Fonds Mondial pour la Nature (WWF), à travers le projet DACEFI2 a bénéficié également d'un financement pour étudier la problématique de la légalité des bois issus des forêts communautaires. Pour un suivi rigoureux de l'exécution dudit projet, l'AEAFFB a désigné un « Point focal » au sein de sa structure de gestion.

Enfin, conformément à la Convention n° GA/FED/22119 du 07 décembre 2011 entre la Commission Européenne et la République Gabonaise portant sur l'appui à la gouvernance sectorielle, l'AEAFFB, sur présentation d'un projet sur l'Appui au processus FLEGT, a bénéficié d'un financement d'un montant de un (1) million d'Euros.

Il s'agit de la mise en œuvre du Programme Indicatif National (PIN) du 10^{ème} FED Gabon qui prévoit, suite à la revue à mi-parcours de janvier 2010, une coopération pour le financement du développement sous forme de dons. Ce programme se concentre sur deux domaines dont le Programme d'Appui à la Gouvernance Sectorielle (PAGOS), dont l'un des objectifs spécifiques est de contribuer à l'amélioration de la gouvernance sectorielle dans les domaines de l'environnement, un des volets étant l'appui au processus APV/FLEGT. Dans ce volet, il est question d'accompagner le Ministère en charge des Forêts dans le processus de négociation d'un accord volontaire de partenariat FLEGT à travers :

- le renforcement des capacités des parties prenantes (administrations, secteur privé, société civile), et l'organisation d'un processus de consultations avec les différentes parties prenantes pour préparer les positions gabonaises lors de la négociation ;
- la définition et la réalisation d'études spécifiques, selon les besoins identifiés pendant la négociation, mais se focalisant a priori sur les procédures de vérification, l'analyse du cadre institutionnel, le système de traçabilité et de suivi des bois, les impacts de l'Accord volontaire de partenariat ;
- les actions de communication et de sensibilisation des parties prenantes ;
- la mise en place des premiers éléments d'un système de traçabilité, suivant les principes agréés avec l'UE dans le cadre des négociations.

Evolution of the Negotiation process of the APV-FLEGT in Gabon

Since December 2005, the official journal of the European Union published the regulation CE n° 2173/2005 concerning the fitting out of a mode of authorization FLEGT (Forest Law Enforcement Governance and Trade or Application of the forest Regulations, Governance and Commercial exchanges in summary FLEGT), relating to the wood imports in the European Community.

One of the objectives of this regulation is to exclude from the trade in European Union (EU) the wood products shot down illegally.

For this purpose, it proposes that the wood producing countries confronted with the problem of the illegal exploitation of the forests sign, out of their own initiative, the Voluntary Partnership Agreements (APV) with the EU.

These agreements are characterized primarily by the introduction of a mode of license which will make it possible to be reassured that blocks of wood and wood products exported by the country (country partner) result from a legal exploitation.

In September 2010, Gabon engaged in this process. The opening of the negotiations required the creation of a Technical Committee of Dialogue (CTC) resulting from three colleges of actors (administrations, economic operators and civil society) and a roadmap which presented the stages necessary to the negotiation. These negotiations knew a certain progress before being stopped in 2012 for technical and financial reasons.

In order to cope with this situation the Execution Agency of the Activities of the Forest-Wood Sector requested and obtained the financial support from the FAO and the European Union.

Thus, on May 23rd, 2014, the Execution Agency of the Activities of the Forest-Wood Sector (AEAFFB) signs a draft-agreement with the Organization of the United Nations for Food (FAO), within the framework of "EU FAO FLEGT Program", in order to start again the FLEGT process in Gabon. This eight (8) months duration draft-agreement financed, through a project, the resumption of the activities of FLEGT process for an amount of 50,170 USD.

The principal expected results were:

- The resumption of the activities of the Dialogue Technical Committee (CTC);
- Renewal of the Dialogue Technical Committee (CTC);
- The realization of a blank test on the wood's grid of legality;
- The creation of a Web page on the APV-FLEGT.

In addition, within the framework of the same UE/FAO/FLEGT program, the World Funds for Nature (WWF), through the DACEFI2 project was also given a financing to study the problems of the legality of wood resulting from the Community forests. For a rigorous follow-up of the execution of the aforesaid project, the AEAFFB indicated a "focal Point" within its structure of management.

Lastly, in accordance with Convention n° GA/FED/22119 of December 7th, 2011 between the European Commission and the Gabonese Republic relating to the support with the governance by sector, the AEAFFB, on presentation of a project on the Support with FLEGT process, was given a financing of an amount of one (1) million Euros.

It is the implementation of the National Indicative Program (PIN) of the 10th FED Gabon who envisages following the review mid-term of January 2010, a co-operation for the financing of the development in the form of gifts. This program concentrates on two fields that includes the Program of Support to the Governance by Sector (PAGOS), of which one of the specific objectives is to contribute to the improvement of the sector governance

in the fields of the environment, one of the shutters being of support to APV/FLEGT process ". In this shutter, it is question of accompanying the Ministry in charge of the Forests in the negotiation process of a voluntary agreement by partnership FLEGT through:

- Reinforcement of the capacities of the recipients (administrations, private sector, civil society), and the organization of a process of consultations with all the recipients to prepare the Gabonese positions during the negotiation;
- The definition and the realization of specific studies according to the needs identified during the negotiation, but focusing itself, in principle, on the procedures of checking, the analysis of the institutional framework, the system of traceability and follow-up of wood, the impacts of the voluntary agreement of partnership;
- Actions of communication and sensitizing of the recipients;
- The creation of the first elements working toward a system of traceability, according to the principles approved with the EU during the negotiations. ■

Les Etapes Franchies

À travers de nombreuses rencontres notamment les réunions du Comité Technique de Concertation (CTC) dont la première s'est tenue en novembre 2012, des sessions techniques (physiques, vidéoconférence et téléconférence) et des sessions de négociation dont la première des deux a eu lieu en septembre 2010, le Gabon a franchi certaines étapes dans la négociation du processus APV-FLEGT. Il s'agit essentiellement de :

- La déclaration d'intérêt du Ministre gabonais en charge des forêts au Représentant de l'Union Européenne (mai 2008) ;
- La demande d'ouverture des négociations (novembre 2009) ;
- La déclaration commune d'intérêt entre le Gabon et l'Union européenne et ouverture des négociations (septembre 2010).

Selon, le Régisseur du Dévis-Programme du Projet Appui aux Processus APV/FLEGT.

« Ces différents travaux ont conduit notamment à :

- L'élaboration et la révision d'une feuille de route ;
- L'élaboration et la révision d'une grille de légalité des bois ;
- la réalisation d'un test à blanc sur les critères et indicateurs de la grille de légalité des bois ;
- L'élaboration et la révision des sources légales de bois ;
- La réalisation des études préliminaires au processus APV-FLEGT, à savoir :
- L'Etude sur la mise en place d'un système

- national de traçabilité;
- L'Etude sur la mise en place d'un système national de vérification de la légalité (SVL) ;
- L'étude sur l'amélioration de la gouvernance des ressources naturelles par le renforcement du cadre législatif et réglementaire de la foresterie communautaire au Gabon ;
- L'Etude sur la cohérence entre la loi forestière et les autres cadres juridiques du droit de la forêt et leur compatibilité avec les principes RBUE/FLEGT». ■



Auguste NDOUNA ANGO, régisseur du DP-APV/FLEGT
Auguste NDOUNA ANGO, Manager of the DP-APV / FLEGT

Reached Stages

Through many meetings in particular the meetings of the Dialogue Technical Committee (CTC) of which the first was held in November 2012, the technical sessions (physical, video-conferences and tv-conferences) and the sessions of negotiation which first of both took place in September 2010, Gabon has reached certain stages in the negotiation of APV-FLEGT process. It is essentially about:

- The declaration of interest of the Gabonese Minister in charge of the forests to the Representative of the European Union (May 2008);
- -The request for the opening of the negotiations (November 2009);
- The joint declaration of interest between Gabon and the European Union and the opening of the negotiations (September 2010).

This various work led in particular to:

- The development and the revision of a roadmap;
- The making and the revision of a wood's grid of legality;
- The realization of a blank test on the criteria and indicators of the wood's grid of legality;
- The development and the revision of the legal sources of wood;
- The realization of the preliminary studies to APV-FLEGT process, namely:

The Study on the creation of a national system of traceability;
The Study on the creation of a national system of legality checking (SVL);
The study on the improvement of the governance of the natural resources by the reinforcement of the legislative framework and lawful of the Community forestry in Gabon;
The Study on consistency between the forest law and the other legal frameworks of the right of the forest and their compatibility with RBUE/FLEGT principles. ■



La traçabilité un des piliers de la mise en œuvre du Processus FLEGT
The traceability, one of the pillars of the implementation of FLEGT process

Les Etapes à venir

Les étapes majeures qui nécessitent encore d'être poursuivies avec une nouvelle impulsion sont:

- Le développement du Système de traçabilité des bois ;
- Le développement du système de vérification de la légalité ;
- La signature et la ratification de l'APV ;
- La mise en œuvre de l'APV ;

L'émission des autorisations FLEGT.

Ces étapes demandent la mise à disposition des moyens humains et financiers colossaux afin d'y parvenir. Toutefois, nous pouvons nous réjouir car dans sa lettre de politique générale, le Premier Ministre chef du Gouvernement, déclare je cite « ... il sera mis en place un système national de traçabilité du bois gabonais et une base de données pour le suivi des productions forestières et industrielles. Le processus d'homologation FLEGT pour l'accès des produits gabonais aux marchés européens devra également être finalisé... ».

The stages to come

The major stages which still require to be continued with fresh impulse are:

- The development of the wood system of traceability;
- The development of the verification system of legality;
- The signature and the ratification of the APV;
- The implementation of the APV;
- The emission of FLEGT authorizations.

These stages require a colossal provision of human and financial means. However, we can be delighted because in his letter of general policy, the Prime Minister Chief of the Government states, I quote "... it will be set up a national system of traceability of Gabonese wood and a database for the follow-up of the forest and industrial productions. The process of FLEGT approval for the access of Gabonese products to the European markets will have to also be finalized...". ■



A VOUS LA PAROLE

Règlement Bois de l'Union Européenne



Axel LF MENEST ANTCHOUET en conversation avec
Françoise VAN DE VEN, Secrétaire Général de l'UNION DES
FORESTIERS INDUSTRIELS DU GABON ET AMÉNAGISTES (UFIGA)
Axel LF MENEST ANTCHOUET in conversation with
Françoise VAN DE VEN (UFIGA)

Le bois gabonais peut-il encore être exporté vers l'Union Européenne ?

Françoise VAN DE VEN /SG UFIGA : Tout bois peut être exporté vers les pays de l'Union Européenne, à condition qu'il soit légal, car depuis mars 2013 les importateurs Européens sont obligés de faire la diligence raisonnée de tous les bois qu'ils importent, quel que soit l'origine. Chaque pays Européen a mis en place des lois qui prévoient des amendes, peine de prison voir même l'interdiction d'exercer dans le secteur bois si l'importateur ne parvient pas à démontrer qu'il a fait sa diligence raisonnée, c'est à dire avoir vérifié aux maximum que le bois qu'il va importer est légal (comparer les documents présentés avec les textes légaux/réglementaires du pays de production, se rendre dans le pays d'origine pour visiter les

sites d'exploitation du fournisseur, collecter toute information en lien avec son fournisseur). Au final, si le bois importé s'avère illégal mais que l'importateur peut prouver qu'il a tout fait pour vérifier, il pourra échapper à des amendes ou peine de prison, mais le bois risque d'être détruit. La conséquence est qu'il aura perdu les fonds qui ont servi à l'achat du bois, ce qui est en soit pour le futur un découragement pour continuer les importations de bois et d'acheter localement, chose qui pénalisent fort entre autre les pays producteurs du Sud.

Que doivent faire les exportateurs de bois en attendant la délivrance des autorisations FLEGT ?

Françoise VAN DE VEN /SG UFIGA : L'APV-FLEGT est un accord volontaire négocié entre un pays producteur et l'Union Européenne (UE). Cet accord prévoit que chaque lot exporté vers l'U.E. est accompagné d'un certificat FLEGT attestant de la légalité de ce bois. Le Gabon est actuellement en négociation avec l'UE. Mais les dispositions à mettre en place tel que le SVL, Système de Vérification de la Légalité y compris la traçabilité des produits exportés, sont complexes et nécessitent l'implication de toutes les administrations et institutions. L'Indonésie émettra ce mois-ci ces premiers certificats FLEGT pour des bois exportés, cela après 10 ans

L'U.E. a donc prévu qu'en attendant que les pays qui souhaitent exporter leurs produits vers l'U.E. soient en mesure d'émettre des permis FLEGT, qu'ils puissent maintenir leurs marchés en respectant les exigences de légalité fixés par la Réglementation du Bois de l'Union Européenne, le (RBUE). Ces exigences se portent sur l'existence légale de l'entreprise exportatrice, les droits d'accès légaux aux ressources forestières exploitées, le respect des droits des populations locales et autochtones ainsi que des travailleurs, le respect de la législation environnementale (aménagement, exploitation et transformation), le respect de la législation du transport et de la commercialisation du bois et finalement le respect des obligations fiscales. L'importateur européen doit vérifier si son fournisseur a respecté tous les aspects cités et cela tel que

la loi du pays l'a défini. Donc le respect des textes légaux nationaux.

Les sociétés qui détiennent aujourd'hui des certificats privés tel que FSC, OLB, etc. répondent déjà à ces exigences mais les fournisseurs européens doivent quand même démontrer qu'ils ont fait une diligence raisonnée, même si celle-ci ne sera pas aussi complexe ou intense que dans le cas de sociétés non-certifiées.

L'autorisation de pouvoir émettre des permis FLEGT met fin à l'obligation de la part de l'importateur européen à devoir exercer la diligence raisonnée ce qui facilitera le commerce du bois entre les pays producteurs et l'U.E. A noter que les Etats-Unis ont également une législation qui met la responsabilité de la légalité du bois importé auprès de l'acheteur (la loi s'appelle le LACEY ACT) et quelques sociétés ont déjà payés des fortes amendes.

Le respect de la légalité, la lutte contre l'exploitation illégale, la gouvernance...sont les exigences à la une en ce qui concerne l'exploitation et la commercialisation du bois sur les marchés internationaux.

Propos recueillis par la Direction de la Communication (DCOM) de l'AEAFFB



Pour la postérité, l'équipe de reportage de la DCOM de l'AEAFFB avec Françoise VAN DE VEN à la fin de l'interview.
For the posterity, the DCOM team of the AEAFFB with Françoise VAN OF VENN at the end of the interview.

Your turn to speak European Union Wood Regulation (RBUE)

Can Gabonese wood still be exported towards the European Union?

Françoise VAN DE VEN /SG UFIGA : Any wood can be exported toward the European Union countries provided that it is legal, because since March 2013 the European importers are obliged to make the reasoned diligence of all wood that they import, no matter the origin. Each European country has set up laws which consider fines, prison sentence to see even prohibition to exert in the wood sector if the importer does not manage to show that

it made his reasoned diligence. In some other words, to have checked to the maximum that the imported wood is legal (to compare the documents presented with the legal/lawful texts of the country of production, to go in the country of origin to visit the exploitation sites of the supplier, to collect any information in link with its supplier). In conclusion, if the imported wood is proved to be illegal, but the importer can prove that he did everything to check, it will be able to escape fines or prison sentence. But, the wood is likely to be destroyed. The consequence is that it will have lost the funds which were used for the purchase of wood, which is in for the future a way of discouraging the wood imports and promoting local purchases; aspect which extremely penalizes the southern producing countries.

What has to do the wood exporters while waiting for the delivery of FLEGT authorizations?

Françoise VAN DE VEN /SG UFIGA : The APV-FLEGT is a voluntary agreement negotiated between a producing country and European Union (EU). This agreement provides that each batch of wood exported towards the U.E must be accompanied with an attesting FLEGT certificate of the legality. Gabon is currently in negotiation with the EU. But the provisions to be set up such as the SVL, verification system of Legality including the traceability of the exported products are complex and require the implication of all the administrations and institutions. Indonesia will emit this month its first FLEGT certificates for exported wood, that only after 10 years....

The U.E concedes, provided that while waiting for the countries wishing to export their products towards the U.E to be able to emit their own FLEGT licenses, to keep open their markets under the condition of respecting the requirements for legality fixed by the European Union Regulation of the Wood (RBUE). These requirements go on the legal existence of the export business, the legal rights of access to the exploited forest resources, the respect of the rights of the local populations and the natives as well as workers, the respect of the environmental legislation (installation, exploitation and transformation), the respect of the legislation of transport and marketing of wood and finally the respect of the tax obligations. So, the European importer must check if his supplier respected all the quoted aspects such as the law of the country defined it. It is then all about the respect of the national and legal texts.

Nowadays, companies which hold private certificates such as FSC, OLB, etc are already in phase with these requirements but the European suppliers must nevertheless show that they made a reasoned diligence, even if this one will not be as complex or intense as in the case of not-certified companies.

The authorization to be able to emit FLEGT licenses puts an end to the obligation on behalf of the European importer to have to exert reasoned diligence what will facilitate the trade of wood between the producing countries and the U.E. It should be noted that the United States also has a legislation which puts the responsibility for the legality of the wood imported near the purchaser (the law calls LACEY ACT) and some companies have already paid heavy fines.

The respect of legality, the fight against illegal exploitation, governance... the requirements headlines with regard to the exploitation and the marketing of wood on the international markets. ■

AGENDA PRÉVISIONNEL / ESTIMATED DIARY

Date Date	Lieu Place	Objet Objet	Organisateur Organizer
31 Janvier 2017	Libreville	Séminaire d'Identification d'un Système National de traçabilité du bois Seminar of Identification of a National System of traceability of wood	AEAFFB
20 février 2017	Estuaire/ Woleu-Ntem /Ngounié	Formation des communautés d'Ogam (Estuaire), d'Oyéano (Ngounié) et de Nkang (Woleu-Ntem) sur les techniques modernes de production du miel au sein des forêts communautaires Formation of the Ogam communities (Estuary), Oyéano (Ngounié) and Nkang (Woleu-Ntem) on modern technologies of production of honey within the Community forests	AEAFFB
28 février 2017		Mission d'identification des établissements de vente de bois transformé Identification mission of the establishments of transformed wood sale	DGICBVPF
21 Mars 2017	Woleu-Ntem / Ogooué Lolo	Organisation des missions de sensibilisation et de vulgarisation du Guide d'application de l'arrêté 105 relatif au modèle de Cahiers de Charge Contractuelles Organization of the missions of sensitizing and popularization of the application guide of decree 105 relating to the model of contractual specifications	DGF
15 Mars 2017	Moyen-Ogooué et de la Ngounié	Organisation des ateliers de sensibilisation sur la lutte contre l'Exploitation Forestière Illégale (PANEFI) dans les provinces du Official launch of the Support project to the Forest-Wood sector	DGF

Message aux lecteurs

L'équipe de rédaction est heureuse de vous livrer ce premier numéro de notre lettre d'Information et d'échanges. Cette lettre se veut un outil de communication interactif entre tous les lecteurs et l'AEAFFB. Cette lettre est aussi votre lettre. C'est pourquoi cet espace vous est réservé. Nous vous prions de nous excuser pour les imperfections inhérentes à «sa jeunesse» et vous remercions de nous faire part de vos réactions pour l'améliorer.

Dès le prochain numéro, nous publierons ici vos réactions,

Message to the readers

The drafting team is happy to deliver this first number of our newsletter and exchange to you. This letter wants to be an interactive communications tool between all the readers and with the AEAFFB. This letter is also yours. This is why this space is booked to you. We apologize to you for the imperfections inherent in "its youth" and let us thank you for informing us of your reactions for future improvements. As for the next number, we will publish here your reactions,

vos impressions et vos suggestions. Nous souhaitons que ce bulletin soit le reflet de la dynamique nationale en cours dans la filière forêt-bois.

Merci de nous envoyer vos lettres et vos contributions à l'adresse suivante : contact@agenceforetbois.com

La lettre d'information et d'échanges de l'AEAFFB est disponible sous les formats papier et électronique.

La version électronique pourra être consultée sur les sites :

<http://www.agenceforetbois.com> ou

<http://www.eaux-forets.gouv.ga> ■

Axel Louis François MENEST ANTCHOUET.

your impressions and your suggestions. We wish this form to be the reflection of the national dynamics in progress in the forest-wood sector.

Thank you to send your letters and your contributions to us at the following address: contact@agenceforetbois.com

The AEAFFB exchange newsletter is available under the formats paper and electronics. The electronic version could be consulted on the sites:

<http://www.agenceforetbois.com> ou <http://www.eaux-forets.gouv.ga> ■

Axel Louis François MENEST ANTCHOUET.

Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois- Quartier Louis BP 36 665 Libreville (Gabon) - Tél. : 01 73 07 67 Email : contact@agenceforetbois.com Site web : www.agenceforetbois.com

EQUIPE DU JOURNAL

Directeur de la Publication
Ministre de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement, chargé de la Protection et de la Gestion Durable des Ecosystèmes
Estelle ONDO

Directeur délégué de la Publication
Directeur Général de l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt Bois
N'sitou MABIALA

Rédacteur en Chef
Directeur de la Communication de l'Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt Bois
Axel Louis François MENEST ANTCHOUET

Rédacteurs

Valentin MBOUMA
Jean Félix RAYIVIRE
Auguste NDOUNA ANGO
Florence AMIA ép.MINKO
Landry NGALA
Jacques KAMFFOUGA
Teddy ENTOUNGA OMBOUHANDJAYE
Aurélien DAKER AKENDENGUE
Paulin MOUSSILA
Alyas Aimé LIBESHY MOUDENDA
Sylvana Laura NTSAME NGUEMA

Secrétariat de rédaction

Esther NTSAME DA SILVA MENIE
Ruth MBAZO'O OBIANG
Reine Prisca HOGNANGOSSO

Collaborations

Direction Générale des Forêts
Direction Générale des Industries du Commerce du Bois et de la Valorisation des Produits Forestiers

Crédit photos

Agence d'Exécution des Activités de la Filière Forêt-Bois

Conception et Impression

STUDIO GRAPHIC – Tél. : (241) 06 78 15 95

Tirage

1500 Exemplaires



Ministère de l'Economie Forestière, des Eaux, de la Pêche
et de l'Aquaculture



Ministère de l'Economie Forestière, de la Pêche et de l'Environnement,
Chargé de la Protection et de la Gestion Durable des Ecosystèmes
Agence d' Execution des Activites de la Filiere Forêt-Bois (AEAFFB) - Quartier Louis
BP 36 665 - Libreville - Tél. : (241) 01 73 07 67
Email : contact@agenceforetbois.com
Site web : www.agenceforetbois.com



: Agence d' Execution des Activites de la Filiere Forêt-Bois

